Portugal : Malgré les efforts consentis, l'horizon reste sombre

18/01/2012 à 10h00

La dégradation de la note française par Standard & Poor's, vendredi 13 janvier, a éclipsé celle du Portugal, pourtant source d'une inquiétude autrement plus importante pour l'avenir de la zone euro. La note du pays est en effet passée de BBB – (qualité moyenne inférieure) à BB (titre spéculatif, ou dans le jargon économique, "obligation pourrie").

Une dégradation "infondée", selon le Portugal, qui relevait alors "une série d'incohérences" dans les conclusions de l'agence de notation. "*Standard & Poor's semble avoir substitué son analyse individualisée par pays à une analyse systématique basée sur la zone euro, dont découlent des conclusions qui ne reflètent pas de manière adéquate les réalités nationales,*" détaillait le ministère des finances portugais, qui mise sur son programme d'austérité pour sortir le Portugal de la crise.

Nouvel accord d'austérité

Programme sur lequel le gouvernement portugais a cependant été obligé de rogner – et pas qu'un peu. Il a renoncé mardi 17 janvier, sous la pression des syndicats, à l'une de ses mesures phares, à savoir l'augmentation de la journée de travail de trente minutes dans le secteur privé, afin d'améliorer la compétitivité du travail.

En contrepartie, le gouvernement a tout de même obtenu la suppression de quatre jours fériés et de trois jours de congés payés, ainsi que l'assouplissement des horaires de travail.

L’accord, dont on ne connaît pas encore les détails, doit être signé mercredi.

Ces réformes conditionnent l’obtention de l’aide exceptionnelle dont bénéficie le Portugal – au même titre que la Grèce et l’Irlande –, dans le cadre d’un plan de sauvetage européen. En mai, le pays a reçu un prêt d’un montant de 78 milliards d’euros, accordé par l’Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Une restructuration de la dette “très probable”

Pour le ministre de l’économie portugais, Alvaro Santos Pereira, l’adoption de ces mesures de rigueur sont une réussite. “Après des mois d’intenses négociations, le pays dispose d’un accord qui renforce la compétitivité de l’économie nationale, qui jette les bases de la croissance et qui préserve la paix sociale”, a-t-il souligné.

Ce n’est pas l’avis d’Anne-Laure Delatte, économiste à la Rouen Business School. Selon elle, “le Portugal entre dans une logique de déflation, c’est-à-dire une compression salariale, pour réduire le coût du travail. Automatiquement, le chômage va augmenter et la demande, se réduire. Cela peut durer très longtemps”.

Standard and Poor’s prévoit ainsi une “quasi stagnation” du PIB en 2013 (+ 0,3 %), après une année de récession “sans précédent” (- 3,1 %). Mme Delatte se veut quant à elle encore plus pessimiste, estimant que “le risque d’une restructuration de la dette portugaise est à terme très probable”.

“L’Espagne représente un risque plus important”

“Selon le FMI, enchaîne-t-elle, l’histoire des crises de ce type montre que l’austérité budgétaire a permis de restaurer la croissance et la compétitivité d’un pays, dès lors que celle-ci était accompagnée d’une dévaluation de la monnaie. Or, ce n’est pas possible pour le Portugal, à moins de sortir

de la zone euro”.

Un avis partagé par Thomas Costerg, économiste à la Standard Chartered Bank. “Si un pays devait en sortir, ce serait probablement la Grèce ou le Portugal, qui ne se finance d’ailleurs plus sur les marchés”, rappelle-t-il.

Aujourd’hui, même si le risque représenté par le Portugal reste “important”, “ce sont l’Espagne et, à terme, l’Italie, qui représentent le risque le plus important pour l’Eurozone, estime quant à elle Anne-Laure Delatte. Les banques européennes sont exposées à hauteur de 628 milliards d’euros au risque espagnol, alors qu’elles ne le sont que de 133 milliards au risque portugais”, précise-t-elle.

Signe de la méfiance des investisseurs pour le Portugal, le pays n’émet plus de titres d’une maturité supérieure à six mois depuis avril 2011, et ce en raison de taux d’interêts trop élevés. Dans ce contexte, l’émission, prévue mercredi, de bons du trésor à onze mois, apparaît comme un véritable test pour Lisbonne.

Le Monde